



Pour en finir avec le mépris et l'humiliation !



L'école publique laïque française a toujours joué un rôle d'ascenseur social, reste un modèle dans le monde.

La richesse de la France d'aujourd'hui s'est construite aussi **sur l'engagement des personnels de l'Education Nationale au service d'un idéal républicain et laïque.**

Mais désormais, seule compte la règle de la logique comptable au détriment de la réussite des élèves ; règle symbolique d'un pouvoir qui place l'argent comme valeur suprême.

A l'heure où les effectifs augmentent, la suppression de milliers de postes peut-elle être la réponse pour lutter contre l'échec scolaire et contre la violence à l'école ?

Après avoir opposé les Français à leur école, après avoir multiplié les réformes, souvent mal préparées, incohérentes, après avoir chargé l'ensemble des personnels de les mettre en œuvre sans réels moyens et sans fil conducteur, le ministre organise désormais la destruction méthodique de l'école publique et laïque.

La suppression massive des postes, alimentant la précarisation de tous les personnels, génère des tensions entre les différentes catégories de personnels et crée un climat pour le moins pesant au sein des établissements.

En décidant de rétribuer le plus haut représentant régional de l'Education Nationale en fonction de sa capacité à abîmer encore plus le service public d'éducation qu'il dirige, le ministre déshonore l'ensemble des personnels.

Ce mépris est accompagné du refus d'assumer toute responsabilité : il laisse le soin aux établissements et/ou Inspections Académiques - par ceux la même des personnels qui portent encore les valeurs et les missions du service public - de définir les postes supprimés et les licenciements des plus précaires (comme les EVS) .

Cette situation conduit aujourd'hui, dans de nombreux établissements et services, à des tensions, voire des conflits entre les personnels, entre personnels et usagers.

Conflits de plus en plus forts, de plus en plus durs, tensions, heurts, pressions, explosions latentes, qui nuisent à l'efficacité pédagogique, sapent les fondements de l'Ecole Publique et Laïque et **désormais attaquent la dignité même des hommes et des femmes qui sont à son service.**

Est-ce là une volonté d'instrumentaliser politiquement l'Education Nationale en raison de prochaines échéances électorales majeures ?

Aujourd'hui il apparaît impossible d'accomplir notre mission de service public et d'assurer notre fonction d'ascenseur social : le peu d'attractivité des métiers de l'enseignement et de l'éducation, les difficultés importantes de recrutement, les démissions importantes des nouveaux enseignants sont des indicateurs indiscutables qui traduisent le malaise profond que traverse l'Education Nationale.

Les organisations signataires dénoncent publiquement ces choix politiques délibérés, qui ne répondent ni aux missions, ni aux valeurs de l'Ecole Républicaine et dont l'un des buts est d'opposer entre eux les personnels.

Elles appellent l'ensemble des personnels : Enseignants, Administratifs et techniques, Personnels de Direction, Santé-Sociaux, Titulaires, Contractuels, Précaires, les parents, les élus à se rassembler :

Pour refuser les affrontements corporatistes stériles vers lesquels le ministère veut nous entraîner.

Pour exiger une école publique de qualité pour tous.

Pour revendiquer les moyens légitimes et nécessaires.

Pour demander tout simplement le respect des textes officiels

**A TOULOUSE, LE 9 FEVRIER 2011 A 15h30
RASSEMBLEMENT REGIONAL DEVANT LE RECTORAT**

Al'appel de l'UNSA Education et du sgen Cfdt:

Et de leurs syndicats de personnels Enseignants, de Direction et chefs d'établissement, administratifs et Techniques, Agent de labo et Santé Sociaux

UNSA Education - sgen Cfdt

Un préavis a été déposé pour couvrir les personnels travaillant le mercredi 9 février après midi et souhaitant rejoindre le rassemblement devant le rectorat